Communiqué de presse du 23 janvier 2020
Le ministre tente de museler la parole des élus des personnels

Lors du conseil commun de la Fonction publique du mercredi 22 janvier consacré à l'étude du seul article du projet de loi sur la réforme des retraites soumis à son avis, le ministre a tenté d'empêcher la lecture de la déclaration intersyndicale CGT, FSU, FO, Solidaires, FA-FP. Froissé que les élu-es des personnels manifestent leur mécontentement sous forme de pancartes, il a perdu son sang-froid et a tenté d'imposer la discussion sur les amendements alors que le représentant de l'intersyndicale lisait la déclaration. Ne lui en déplaise cette lecture a été poursuivie jusqu'à son terme.

Les organisations syndicales dénoncent l'attitude du secrétaire d'État en charge de la Fonction publique qui témoigne de la fébrilité du gouvernement et de son obstination à refuser d'entendre, qui a entraîné le départ de la séance de plusieurs de nos organisations

Dans un communiqué médiocre dans la forme et mensonger sur le fond publié à l'issue de la séance, O Dussopt parle de « comportements irrespectueux » qui témoignent d'un « refus de certaines organisations syndicales de travailler à l'amélioration des conditions de travail des agents » : quel cynisme de parler d'améliorations alors que tout, dans ce projet de loi, vise à baisser les pensions, faire travailler plus longtemps et réduire les droits des agent-es comme de l'ensemble de la population.

Plutôt que de se braquer, il serait plus inspiré de se rendre à l'évidence : le projet de loi porté par le gouvernement est rejeté par une majorité des fonctionnaires et des salarié-es. Il doit être retiré.

L'intersyndicale se félicite par ailleurs que les agent-es de la fonction publique aient massivement répondu présent-es et soient venu-es déposer leur outil de travail devant Bercy pour marquer une nouvelle fois leur rejet des orientations gouvernementales.

Dans le cadre de la mobilisation unitaire interprofessionnelle, les organisations CGT, FA-FP, FO, FSU et SOLIDAIRES de la Fonction publique appellent à faire du 24 janvier une journée massive de grève et de manifestations pour obtenir le retrait du projet de loi et l'ouverture de véritables négociations pour améliorer nos systèmes solidaires de retraite.